



attac

Le Courriel d'information

n°362 – Vendredi 13 septembre 2002

DES FORUMS SOCIAUX

Dans ce numéro

1. Le Forum social européen (Par Till Baumann et Monika Bricke)

Quatre jours durant les militants se pressèrent en foule dans 27 conférences et plus de 700 ateliers. Entre autres décisions on prit celle d'organiser avant le FSM 2003 dans chaque continent des forums continentaux. Le premier Forum social européen aura lieu à Florence du 6 au 10 novembre prochain.

2. Appel européen à bénévoles pour le FSE (interprétariat) (Par Babel-FSE)

Le Forum social européen (FSE) cherche des interprètes afin que les centaines d'organisations et les dizaines de milliers de personnes qui y participeront puissent travailler ensemble, s'écouter et se comprendre. Les langues sont centrales, les interprètes jouent donc un rôle extrêmement important. Sans leur expertise « un autre monde est possible » ne serait qu'une phrase creuse.

3. Le Forum social argentin (Par Christophe Aguiton)

Les 22, 23 et 24 août c'est tenu à Buenos Aires un Forum social argentin qui a connu un succès très impressionnant. Environ 20000 personnes y ont participé, ce qui est considérable dans un pays qui a connu 30000 disparus dans les années 1970, où une génération militante entière a été décapitée.

4. La société civile internationale (Par Söhle)

Se demander quel est le rôle des citoyens revient à se demander que doit être la nation, garante de leurs droits, dont ceux de participer à la vie politique. Si l'on veut débattre de la "société civile", il faut prendre en compte le fait que les "citoyens" ne se réfèrent plus seulement aux mécanismes participatifs en vigueur dans leur propre nation, mais (grâce aux institutions de la société civile internationale) pèsent de plus en plus sur des processus politiques à l'œuvre en-dehors de leurs frontières. A l'inverse pensons aux activités des migrants, qui ne sont pas intégrés de façon durable dans le corpus juridique de leurs pays d'accueil, mais jugent cependant possible de s'engager "de manière citoyenne".

5. La "société civile" et le "politique" (Par Denis Horman)

Quels dialogues, quels rapports entre la société civile et le pouvoir politique? Quelles convergences, quelles complémentarités entre mouvements sociaux et politiques 'altermondialistes'? Quelle articulation entre démocratie représentative et démocratie directe?

7. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Le Forum social européen

Par Till Baumann et Monika Bricke
Traduction. Michèle Mialane,
coeditrad@attac.org, traducteurs bénévoles (*)

En février dernier, pendant que 2700 managers d'entreprise et représentants de gouvernements se rencontraient à New-York comme tous les ans dans le cadre du Forum économique mondial, 50000 à 80000 personnes venues de 120 pays s'étaient donné rendez-vous à Porto Alegre, au Brésil, pour le deuxième Forum social mondial.

Quatre jours durant les militants se pressèrent en foule dans 27 conférences et plus de 700 ateliers. Entre autres décisions on prit celle d'organiser avant le FSM 2003 dans chaque continent des forums continentaux. Le premier Forum social

européen aura lieu à Florence du 6 au 10 novembre prochain.

A l'approche de la grande rencontre de Florence deux tendances se dessinent. Contrairement aux prévisions la vaste coalition protestataire composée de militants des droits de l'Homme, de syndicats et d'organisations de gauche reste mobilisée après les attentats du 11 septembre 2001. Les grandes manifestations lors du sommet de l'UE à Barcelone et la grève générale en Italie en sont la preuve. Mais d'autre part à l'intérieur du mouvement lui-même des divergences politiques de plus en plus profondes se font jour. La question centrale est la suivante : Ce mouvement est-il "anticapitaliste" ou s'agit-il simplement de re-réglementer (réguler?) le capitalisme ? C'est sur ce point que s'articulent les divergences au sujet du rôle de l'Etat, qui pour



attac

ATTAC par exemple, doit être renforcé en tant qu'instance de régulation, alors que des réseaux plus radicaux, tels que People's Global Action/PGA poursuivent une politique fondamentalement anti-étatique.

Mais par-delà les divergences politiques d'autres problèmes apparaissent. A première vue tous ceux qui le souhaitent peuvent participer à la préparation du forum ; mais combien de militants peuvent-ils se permettre de passer leur temps en voyages à travers l'Europe ? Il est difficile de lutter contre les concentrations de pouvoir, là où elles n'ont pas d'existence officielle : finalement les rencontres préparatoires sont ouvertes à tous. Cela n'empêche pas des groupes de base de tendance gauche de craindre que le programme politique soit fixé en dernière instance par les groupes qui disposent de moyens financiers et logistiques suffisants. Mais les mouvements de gauche italiens savent bien que sans les militants du People's Global Action ou de NoBorder il n'y aurait pas de "grand mouvement" du tout.

En conséquence ceux qui s'occupent de la préparation du forum s'efforcent d'obtenir un maximum de représentativité. On compte inviter à Florence des migrants, des habitants d'Europe centrale ainsi que des réseaux de base. Ceux-ci tiennent à être entendus dans les grandes conférences dont parleront les médias.

Les groupes de base semblent montrer fort peu de propension à débattre avec les permanents syndicaux "établis" et les représentants d'ATTAC : la Consulta sociale européenne souhaite collaborer à la préparation du Forum essentiellement à partir de son siège espagnol ; People's Action dit avoir adopté une position d'observateur et le réseau NoBorder veut discuter de sa participation fin juillet à l'occasion de son "camp protestataire" à Strasbourg. De même les discussions au dernier Congrès fédéral (allemand) sur l'internationalisme (BUKO) étaient empreintes d'un fort scepticisme.

L'évolution ultérieure du "mouvement des mouvements" dépendra de la façon dont les groupes de base radicaux qui se sont mobilisés en masse lors des manifestations, comme l'an dernier à Gênes, participeront aux grands rassemblements tels que le Forum social européen ou le prochain Forum social mondial. Or la participation ne sera forte que si les réseaux radicaux acceptent de débattre avec les syndicats et d'autres forces protestataires.

Till Baumann est membre de l'association Réseau- INKOTA à Berlin

Monika Bricke est membre de Für eine linke Strömung (fels) à Berlin (Pour un courant de gauche, NdIT)

Contact pour cet article. info@wastun.org
<http://wastun.org/tapestry>

Information sur le FSE

www.fse-esf.org

Inscription au FSE :

http://www.fse-esf.org/article.php3?id_article=91

Appel européen à bénévoles pour le FSE (interprétariat)

Par Babel-fse

Le Forum social européen (FSE) cherche des interprètes afin que les centaines d'organisations et les dizaines de milliers de personnes qui y participeront puissent travailler ensemble, s'écouter et se comprendre. Les langues sont centrales, les interprètes jouent donc un rôle extrêmement important. Sans leur expertise « un autre monde est possible » ne serait qu'une phrase creuse.

1- Le FSE.

Il se déroule du 6 au 10 novembre à Florence.

Il est composé de séances plénières de plusieurs milliers de personnes (le matin et le soir) et de 50 séminaires simultanés (regroupant chacun plusieurs centaines de personnes) en début d'après midi (nous ne faisons pas mention de centaines d'ateliers qui auront lieu dans la deuxième partie de l'après midi). Il sera aussi l'occasion pour les mouvements citoyens de se réunir et de tenter de voir comment travailler ensemble. Après la fin du FSE (samedi soir) une réunion générale des mouvements sociaux aura lieu le dimanche matin.

Le Forum social européen est un rendez-vous pour l'élaboration d'une nouvelle démocratie et de nouveaux droits de citoyenneté. Son profil politique se retrouve dans le contenu du programme fondé sur trois grands axes thématiques : le libéralisme, la guerre et la démocratie. Ces trois axes seront traités sous forme de conférences, séminaires, ateliers, réunions thématiques, témoignages, dialogues, consultations du mouvement.

Florence sera un gigantesque espace public de discussion, de rencontres, de confrontations, d'initiatives communes, un grand laboratoire de propositions alternatives. Nous préparerons les campagnes, les luttes sociales, les initiatives et



attac

les actions de la prochaine année. Nous partagerons des langages et des pratiques différentes : la participation populaire, la culture, la musique, le théâtre, la discussion politique, le conflit social, la non-violence active, la désobéissance civile et sociale, la citoyenneté active, le volontariat, les pratiques de réseau et autres.

2- Pourquoi des interprètes bénévoles ?

Il semble important pour tous les mouvements européens qui participent à la mise en place du FSE de faire appel à des personnes qui sont proches de nous par leurs idées et leur engagement.¹ Il ne s'agit pas uniquement d'un « service rendu » mais bien d'une possibilité pour des personnes de s'investir plus avant avec nous dans la construction d'une autre Europe en utilisant leur expertise linguistique.

Le bénévolat n'est pas synonyme de qualité inférieure. Nous pensons que la qualité des traductions peut être tout à fait équivalente à celle produite par des professionnels rémunérés. Cette qualité proviendra tout à la fois de la maîtrise technique des langues et de l'intérêt porté aux sujets débattus.

3- Comment cela fonctionnera ?

Deux modèles existent : le modèle « Union européenne » et le modèle « ONU ».

Le modèle Union européenne est basé sur une transversalité totale entre toutes les langues officielles. Le modèle ONU est basé sur des « langues véhiculaires » et un certain nombre d'autres langues. Nous avons privilégié le modèle ONU.

Parmi les « langues ONU » nous avons retenu trois langues véhiculaires : l'anglais, l'espagnol et le français. Cela veut dire concrètement qu'une personne s'exprimant en italien serait traduite dans l'une des trois langues véhiculaires. Cette première traduction entraînera la traduction vers les autres langues.

Les langues officielles du FSE sont l'allemand, l'anglais, l'espagnol, le français, le grec, l'italien, le russe et une langue du Sud de la Méditerranée.

Merci de faire circuler cet appel le plus largement possible dans votre pays et/ou dans vos réseaux.

Formulaire à remplir pour proposer son aide. Deux formats

- www.fse-esf.org/babel/babel-fr.rtf
- www.fse-esf.org/babel/babel-fr.zip

Forum social en Argentine

Par Christophe Aguiton

Les 22, 23 et 24 août c'est tenu à Buenos Aires un Forum social argentin qui a connu un succès très impressionnant. Environ 20000 personnes y ont participé, ce qui est considérable dans un pays qui a connu 30000 disparus dans les années 1970, où une génération militante entière a été décapitée.

Et un mélange militant qui n'était pas acquis en Argentine où domine trop souvent le sectarisme et la dispersion entre groupes politiques. Il y avait des points de vue politiques et idéologiques différents mais surtout un brassage social fascinant entre les milliers de piqueteros (organisations de chômeurs qui ont organisé des blocages de routes, les " piquets ", en juillet et août 2001) et des secteurs des classes moyennes. Mais il y avait aussi une participation syndicale réelle de secteurs de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) et de nombreux réseaux militants, comme Attac Argentine ou le Clacso (Centro Latino americano de ciencias sociales) - un centre de recherche assez prestigieux qui a joué un rôle important dans la mise en place du forum - et énormément de jeunes.

L'organisation de ce forum avait été décidé, en lien avec l'équipe brésilienne du forum social mondial, parce l'Argentine est devant des échéances sociales, politiques et internationales très importantes.

Des échéances sociales internes, car la crise pèse considérablement, en particulier sur les chômeurs, mais aussi sur les classes moyennes, depuis l'instauration du corralito (le gel des comptes bancaires) et, aujourd'hui, sur la classe ouvrière. Toute une série de revendications immédiates ont été présentées et débattues à Buenos Aires. Mais le forum social était aussi l'occasion de se rendre compte de l'inventivité sociale qui se développe en Argentine. Tout le monde a entendu parler du développement rapide d'une économie d'échanges directs, de troc. Il y a aussi, même si cela est moins connu, plusieurs usines qui sont occupées et dont la production a été remise en route par les ouvriers et par les salariés qui organisent des ventes directes aux particuliers. Dans ces usines, les salariés ne veulent pas se contenter de créer des coopératives, un mode de gestion qui se développe d'autant plus que beaucoup de patrons mettent la clé sous la porte, mais entendent promouvoir une forme d'action qui s'inscrit dans une logique anticapitaliste et dans les luttes sociales du moment, un peu à l'exemple des Lip ,



attac

dans la France de 1973. Pendant le forum s'est tenue une coordination nationale des usines occupées et remises en route par leurs salariés.

Les échéances politiques internes sont aussi importantes puisqu'une élection présidentielle est prévue dans quelques mois.

La situation est un peu compliquée dans la gauche: Elisa Carrio, dirigeante de l'ARI (alliance pour une république des égaux, centre gauche), a la première place dans les sondages, avec près de 25% des intentions de votes et, plus à gauche, on trouve Zamora, ancien dirigeant d'une organisation d'extrême gauche, en troisième position, avec 8 à 9% des intentions de vote. Le forum social n'avait pas pour but de prendre position dans ces débats, même si les discussions étaient vives, mais de demander aux candidats de prendre en compte les revendications populaires qui s'exprimaient.

Au niveau international, les élections qui auront lieu en octobre au Brésil étaient dans la tête de tous les participants. Une éventuelle victoire de Lula était vécue comme une occasion pour un changement radical dans toute la partie sud de l'Amérique Latine, en prenant appui sur les mouvements sociaux qui se développent en Uruguay comme en Argentine, mais aussi sur la montée de la gauche en Bolivie, dont le représentant, le dirigeant paysan Evo Morales, était le héros du forum social argentin. Le premier élément d'un tournant dans la région serait une remise en cause des accords sur la zone de libre-échange des Amériques (Zléa, Alca en espagnol). Une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu à Buenos Aires, en mars 2003, et sera l'occasion d'une mobilisation dans tout le continent.

La tenue de ce Forum était importante pour favoriser les rapprochements et les démarches unitaires. Les divisions étaient en effet nombreuses.

Il y a avait tout d'abord un problème social. Les chômeurs, organisés au sein des piqueteros, avait été les premiers à se mobiliser par des blocages de routes, les piquets. Les journées de décembre 2001, contre l'instauration du corralito, et celles qui ont suivi, ont vu descendre dans la rue les classes moyennes, qui ont manifesté avec les chômeurs. Les syndicats étaient alors peu présents, parce que la classe ouvrière continuait à être payée, mais aussi parce les directions syndicales se sont peu impliquées. La CGT, majoritaire, est très bureaucratisée. La CTA, plus combative, a loupé les débuts du mouvement,

pour les raisons sociales que nous venons de voir, mais aussi parce qu'elle vivait mal de ne plus être au centre d'un processus dominé par les assemblées populaires qui se sont mis en place dans chaque quartier.

Les traditions sectaires de certaines organisations politiques argentines, comme Partido obrero (PO), le principal groupe d'extrême gauche, les mesures populistes du nouveau gouvernement (issu du péronisme), tout comme la préparation des présidentielles n'ont pas arrangé des choses. Les piqueteros se sont divisés lorsque le gouvernement a pris quelques mesures pour assurer un minimum aux chômeurs et, sur le plan politique, une ligne de clivage sépare ceux qui, comme la direction de la CTA, voudraient un accord entre Elisa Carrio et Zamora, et ceux qui veulent une candidature de gauche distincte du centre gauche.

Le mouvement est malgré tout assez fort pour surmonter la plupart des divisions. Tous, à l'exception de PO, étaient au forum social et la dynamique des assemblées populaires est toujours très forte.

Le dernier jour du forum, une assemblée des réseaux militants a discuté de la question et tout le monde a accepté le principe d'un travail unitaire pour la suite !

Christophe Aguiton
Contact pour cet article aguiton@attac.org

La société civile internationale

Par Söhle
Traduction. Michèle Mialane,
coordintrad@attac.org, traducteurs bénévoles (*)

Lorsqu'on parle de "société civile internationale", on entend généralement par là cette pluralité d'acteurs non étatiques dont l'engagement transnational a conduit à inscrire les droits de l'homme, la protection de l'environnement ou la structure des institutions internationales à l'agenda de la politique internationale. Des notions telles que société civile ou société citoyenne restaient largement jusqu'à présent du domaine national. L'exemple le plus récent en est le rapport de la commission d'enquête du Bundestag sur "l'avenir de l'engagement citoyen". Ce rapport entend par société citoyenne une organisation nationale mettant en réseau l'Etat, l'économie et la famille et se donnant pour but d'oeuvrer pour le bien public.



attac

Société citoyenne et éthique de " l'auto-organisation"

L'analyse des formes les plus diverses de cette "auto-organisation" révèle une inversion des rapports entre l'Etat, l'économie et la société. Les concepts-clés du rapport de la commission laissent deviner à quoi ressemblera ce nouvel ordre social : le fondement en est la perspective d'un "Etat facilitant", qui se limite à ses tâches centrales. La rationalisation de l'administration et la nouvelle importance accordée à l'auto-organisation vont de pair. L'Etat soutient cette auto-organisation dans une optique de "justice participative" généralisée par la "transparence" de ses institutions. S'y ajoute l'engagement d'entreprises économiques, qui en tant que corps de citoyens ("Corporate Citizens") prennent leur part de responsabilité dans la société citoyenne. Le fondement de ce nouvel ordre des compétences est le principe de subsidiarité. Dans l'optique d'une nouvelle "culture sociale" l'Etat n'intervient que lorsque les ressources de la société citoyenne sont épuisées.

Face à la nouvelle dynamique de mobilisation sociale, qui se développe comme alternative aux structures traditionnelles de socialisation - syndicats, Églises, partis et associations - on recherche de nouveaux mécanismes d'intégration pour la future "société citoyenne". Aux principes de solidarité et subsidiarité on adjoint la notion de "capital social" - être au courant des mécanismes de coopération et de contrôle et faire l'expérience du consensus autour de certaines normes et valeurs, deux conséquences de l'"auto-organisation", deviennent en fait, sous le nom de "capital social", la première ressource d'une société citoyenne réduite à ses propres moyens.

Critique d'une société citoyenne néolibérale

Cette vision des choses a souvent été décrite comme "néolibérale" - de même que le marché s'autorégule, la société civile s'auto-organise, en prenant en charge la plus grande partie de la protection sociale. Au nom de la "subsidiarité" la pratique de la solidarité devient un "devoir de service du prochain". Un Etat "minimal" réduit à ses fonctions centrales ou prétendues telles est compétent essentiellement en matière de sécurité intérieure et extérieure ainsi que de représentation de la nation en tant que "lieu réel" dans la concurrence internationale et ses initiatives sociales n'auront de légitimité que si elles contribuent à améliorer les conditions générales du développement économique. L'élaboration du concept de "société civile" vise donc entre autres à légitimer la transformation de

l'Etat providence en un Etat dont relèvent seules la concurrence et la sécurité.

Le concept de société civile ou citoyenne devient ainsi elle-même, au sens où l'entendait Antonio Gramsci, le terrain de débats sociaux. La société et l'Etat se trouvant ainsi séparés, la société civile apparaît comme un terrain neutre où s'expriment les différentes opinions, personne ne se préoccupe des éléments matériels qui la constituent. D'après Gramsci, la société civile, forme spécifique de l'organisation que la bourgeoisie s'est donnée à elle-même, est au contraire un instrument d'hégémonie culturelle, mais qui en même temps donne naissance à des mouvements anti-hégémoniques. La question est donc: la notion de société civile ou citoyenne peut-elle se libérer de sa fonction d'élément de la conception néolibérale et être subvertie ?

Le même discours vaut pour la notion d'auto-organisation : cette métaphore empruntée aux sciences de la nature plaide pour une réduction du social à la biologie : l'auto-organisation finit par devenir l'expression du "caractère naturel" de certaines formes de socialisation, et personne ou presque ne se pose plus de questions sur sa remarquable adéquation aux impératifs d'une planétarisation et d'une flexibilité universelles. C'est pourquoi des voix critiques s'élèvent pour y voir une rhétorique fétichiste de l'adaptation [au marché], un euphémisme pour une nouvelle société esclavagiste.

Cependant la critique du néolibéralisme ne prend pas toujours suffisamment en compte l'"éthique" de l'initiative privée en général, qui est elle aussi partie prenante dans l'élaboration de la société civile. Le besoin d'autonomie, le droit à décider de son propre sort, sont effectivement difficiles à concilier avec les traditions d'un Etat d'"administrés". Une ouverture de l'Etat par la garantie de droits participatifs (initiative populaire, revendication populaire, décision populaire) est indispensable, tout comme la création d'une totale liberté d'information avec un droit d'accès (gratuit) aux dossiers ainsi qu'une plus grande autonomie des acteurs individuels, par exemple un droit plus étendu à disposer de leur temps grâce à l'aménagement du temps de travail et à l'amélioration de la prise en charge des enfants. A quoi serviront au juste les structures de la société civile ? Ce débat n'a en tout état de cause pas encore été engagé.

La société civile : un projet transnational

Mais il y a plus grave : en n'y voyant qu'une symbiose entre une économie consciente de ses



attac

responsabilités et une société civile qui s'auto-organise, la conception "nationale" escamote la dynamique transnationale de la globalisation. Elle fait le silence sur l'étroite imbrication entre activités nationales et transnationales, en ce qui concerne la société civile mais plus encore les entreprises et les États. L' "État minimal" est le principal protagoniste de la planétarisation, en accélération constante, de l'économie mondiale, mais il montre peu d'empressement à compenser la dérégulation au niveau supra-national par une "re-régulation" au niveau supra-national. Parler d'une prétendue "perte de souveraineté" des États permet de cacher que ces mêmes États ont eux-mêmes organisé consciemment le renoncement à leur pouvoir. Dans le vide laissé par les régulations disparues d'autres se sont engouffrés, principalement les organisations créées et contrôlées par les firmes transnationales et les élites qui leur sont liées, par exemple l'Organisation mondiale du commerce et le Forum économique mondial.

Instituer des lieux de débats planétaires, de formation de la volonté politique et de résolution civile des conflits, c'est à dire d'éléments d'une société civile internationale est apparu peu à peu comme le pivot de la critique de la globalisation. Quelles formes du fédéralisme ou de la subsidiarité pourraient aider à réaliser un corpus cosmopolite de droits de l'homme et du citoyen ? Même dans le cadre restreint de l'Union européenne on n'a pas de réponse claire. Toutefois les militants anti-globalisation, grâce à des campagnes créatives, sont en train - à défaut de mieux - d'instaurer un débat international sur ce vide institutionnel.

Faire de la société civile transnationale une société en réseau.

Une étude de la RAND Corporation, une boîte à idées (think tank) proche du Ministère de la Défense des États-Unis faisait déjà allusion en 1998 à propos du mouvement zapatiste à l'éventualité de "guerres en réseau" , qui, en passant par la mobilisation de et l'interconnexion avec une société civile transnationale exercent une pression sur leur propre gouvernement et tentent de promouvoir par ce biais des transformations politiques "chez eux". Un tel "translocalisme" ne trouve guère sa place dans une conception étroitement nationale de la société civile, selon laquelle l'engagement citoyen se nourrit du mythe qui fait du voisinage immédiat le fondement d'un authentique esprit communautaire et de la solidarité. Le concept de "société en réseau", elle, permet explicitement aux nouvelles formes de communauté et

d'organisation sociales de dépasser l'enracinement local.

Ceci ramène au premier plan le problème de la "justice participative" : dans la perspective où la souveraineté d'un "demos" délocalisé se fonderait sur une "société planétaire électronique" on fait trop souvent abstraction des conditions sociales réelles de l'égalité politique, qui seules permettraient de généraliser la participation politique. Cependant le paradigme de l'"auto-organisation" renvoie lui aussi à ce que promettent justement les médias : interactivité et interconnexion. De la même façon, il est facile d'échanger les rôles entre production et consommation, ce qui constitue un aspect de l'"Etat facilitant" dont les institutions démontrent leur ouverture et leur transparence principalement dans le cadre d'une "société en réseau", et par là promeuvent l'auto-organisation. Toutefois on ne sait toujours pas si une administration "proche du citoyen" qui serait le point de croisement entre l'État et les "utilisateurs citoyens " permettrait vraiment à la communication politique de circuler davantage en-dehors des canaux de l'appareil d'Etat et des porte-parole de l'économie et de la politique. Sur ce plan, la "démocratisation électronique " du système parlementaire est un élément incontournable si l'on veut développer des mécanismes planétaires de participation et de contrôle mutuel.

Privatisation de la politique internationale

Une grande partie des acteurs non-étatiques présents dans les arènes de la politique internationale est constituée par les organisations non-gouvernementales (ONG). Ce concept mal défini recouvre un grand nombre d'organisations de la société civile, de formes diverses mais qui ont en commun de posséder aussi peu de légitimité démocratique que les institutions et processus transnationaux qu'elles cherchent à influencer. Des intérêts légitimes mais particuliers sont érigés en échelles de valeurs universelles pour forcer la communauté internationale à agir. Bien que les ONG soient souvent honorées du titre de "conscience mondiale", leur professionnalisation les a déconnectées des autres formes d'organisation collective. Comme les États se sont désengagés de leurs obligations internationales également en matière de développement et de droits de l'Homme, des ONG actives au niveau international reprennent de plus en plus à leur compte des tâches qui sont presque du ressort des États. Des voix critiques ont fini par s'élever pour souligner une tendance à "privatiser la politique internationale" et poser de nouveau le



attac

problème des mécanismes de contrôle d'une "société planétaire".

Transnationalité et transformation de la citoyenneté

Se demander quel est le rôle des citoyens revient à se demander que doit être la nation, garante de leurs droits, dont ceux de participer à la vie politique. Si l'on veut débattre de la "société civile", il faut prendre en compte le fait que les "citoyens" ne se réfèrent plus seulement aux mécanismes participatifs en vigueur dans leur propre nation, mais (grâce aux institutions de la société civile internationale) pèsent de plus en plus sur des processus politiques à l'œuvre en-dehors de leurs frontières. À l'inverse pensons aux activités des migrants, qui ne sont pas intégrés de façon durable dans le corpus juridique de leurs pays d'accueil, mais jugent cependant possible de s'engager "de manière citoyenne".

À ce point l'on atteint non seulement les limites de la notion de société civile - nationale ou internationale - mais aussi celles des notions traditionnelles de citoyenneté et de souveraineté elles-mêmes. C'est pourquoi le philosophe Giorgio Agamben a proposé de commencer la nécessaire refonte de notre vocabulaire politique par les apatrides, qui, ne possédant aucun droit en tant que citoyens, ne peuvent pas se plaindre de manquements aux droits de l'homme à leur égard. À partir de là les mécanismes de la planétarisation et de l'exclusion, les premiers à fonder la société civile en tant que telle, entrent dans le champ de vision du citoyen au lieu d'être considérés de son point de vue, lui qui peut s'appuyer sur ses droits et son identité juridique sans savoir clairement quels en sont les fondements. Si l'on se focalise sur une question : la société civile est-elle un concept probablement ou effectivement néolibéral? non seulement l'on ne traitera pas ces problèmes, mais on laissera échapper une possibilité d'instaurer un débat sur la société civile, de le radicaliser et en définitive de contribuer à articuler des institutions alternatives sur une auto-organisation de la multitude planétarisée.

Contact pour cet article. info@wastun.org
<http://wastun.org/tapestry>

La "société civile" et le "politique"

Par Denis Horman, Gresea (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), Bruxelles

Quels dialogues, quels rapports entre la société civile et le pouvoir politique? Quelles convergences, quelles complémentarités entre mouvements sociaux et politiques 'altermondialistes'? Quelle articulation entre démocratie représentative et démocratie directe?

Ces questions aujourd'hui incontournables peuvent être débattues à la lumière du Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil.

Débat polarisé

Dans une interview accordée, le 20 juillet 2001, au quotidien français "Le Monde", Louis Michel, ministre belge des Affaires Étrangères, a tenu des propos très musclés à l'égard des organisations non gouvernementales, "phénomène totalement irresponsable, qui manque complètement de transparence et de représentativité". "Au nom d'une sorte de terrorisme moral", continue le ministre, "on a en fait pris "le politique" en otage", et d'ajouter : "la décision, c'est de l'ordre du "politique", qui est investi, représentatif et élu.

Il va sans dire que cette interview a suscité des réactions en chaîne au sein des ONG. "Puisque Monsieur Michel semble s'attacher à la transparence des organisations, précise le CNCD, coordination des ONG francophones, "nous l'invitons à s'informer sur la représentativité démocratique des instances de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) ou encore de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et sur le contrôle de celles-ci par les parlements nationaux".

Fin septembre 2001, s'efforçant de corriger le tir, le Premier ministre, Guy Verhofstadt adressait une " lettre ouverte aux anti-mondialistes ". : " Vos inquiétudes en tant qu'anti-mondialistes sont correctes ", précisait-il ; " mais, pour apporter de bonnes réponses à vos questions légitimes, il nous faut plus, et pas moins, de mondialisation (...). Je l'appellerais mondialisation éthique, un triangle formé du libre-échange, de la connaissance et de la démocratie ". Au passage, le Premier ministre déclare tout de go " qu'une frange importante du mouvement anti-mondialisation, même si elle n'en est pas consciente, flirte avec l'extrême droite ou la droite populiste ". Déclarations qui ne manquèrent pas de heurter profondément des associations, des ONG, des organisations humanitaires, s'accordant sur le même constat : " Votre gouvernement lance des messages contradictoires au mouvement associatif ".

Dans la foulée d'un colloque sur la mondialisation, tenu à Gand fin octobre 2001, à sa propre



attac

initiative et avec la participation de quelques figures " altermondialistes " bien connues, Guy Verhofstadt créait l'événement, fin janvier 2002, en proclamant sa participation au Forum social mondial de Porto Alegre (FSM). Il s'y voyait déjà comme orateur, après son passage au Forum économique mondial qui, cette année, prenait exceptionnellement ses quartiers à New York.

Le comité organisateur du FSM ne tardait pas à mettre son veto : " Nous avons une charte de principe qui établit des critères d'accréditation pour être délégué ou invité ", précisait le Brésilien Candido Grzybowki, membre du comité. " Les premiers sont des associations de la société civile qui s'inscrivent et qui proposent des noms de personnes appelées à intervenir en tant qu'invitées. Par ailleurs, il faut être opposé au néo-libéralisme et à la domination du marché par les capitaux. M. Verhofstadt a trouvé cette " clause " trop idéologique. C'est son droit. Mais nous, c'est notre raison d'être " .

" Certains refusent le dialogue, car ils préfèrent rester dans la contestation ", rétorque le Premier ministre, qui déclare rester ouvert au dialogue. A tel point qu'il entend l'institutionnaliser en invitant désormais, une fois par an, dans sa ville de Gand, des représentants des mouvements altermondialistes.

Dialogue, pression, rapports de force

" Le Premier ministre belge ", constate Bernard Cassen, président d'Attac France, " semble ne pas avoir très bien compris ce qu'est le Forum social mondial, qui est d'abord un forum anti-libéral. Les politiques menées par le Premier ministre belge sont loin de répondre à cette qualification, c'est même tout le contraire " .

Cette réflexion, qui renvoie à la charte des principes du FSM, clarifie la décision prise à l'encontre de M. Verhofstadt. Personne ne lui a interdit de venir à titre d'observateur. Par contre, son intervention en tant qu'invité officiel aurait jeté un fâcheux discrédit sur le Forum. Car celui-ci est avant tout la rencontre de mouvements de la société civile (mouvements sociaux, organisations sociales, syndicales, ONG...) " qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital " .

La démarche du FSM apporte des éléments de clarification sur les rapports entre les mouvements sociaux et le 'monde' politique.

Il ne s'agit pas de refuser tout dialogue ou débat avec les politiques. Il s'agit de bien voir dans quelle pièce on joue.

Le FSM, nous l'avons déjà souligné, a été clair sur le sens de sa démarche, ses objectifs et sa composition sociale. Dans ses rapports avec le 'monde' politique', il a fait preuve de discernement: Cependant, il n'entend pas "exclure de ses débats les responsables politiques, mandatés par le peuple, qui décident d'assumer les engagements qui en résultent " (extraits de la charte). Mais, de là à donner officiellement la parole à des représentants de gouvernements qui mènent une politique néo-libérale!

S'agit-il pour autant de refuser toute proposition de rencontre, de débat avec le monde politique 'institutionnel'? Faut-il, par exemple, décliner l'offre de dialogue et de débat proposée en Belgique par le Premier ministre? A priori, certainement pas. A condition toutefois d'éviter les dangers d'instrumentalisation, de récupération. Et, pour cela, il existe des garde-fous. L'important pour 'la société civile', pour les mouvements sociaux, n'est-il pas de bien marquer leur autonomie, de débattre et interpellier sur base de leurs propres revendications, de prendre appui sur les mobilisations sociales, facteur déterminant dans le changement des rapports de force.

Au-delà d'initiatives ponctuelles de contacts et de débats, se pose également la question de la participation d'organisations sociales, d'ONG dans des organes de concertation permanente avec des institutions internationales. On se souvient, par exemple, de la lettre de démission de Pierre Galand, ex-secrétaire général d'Oxfam-Belgique, du comité de liaison ONG-Banque mondiale : " Après avoir participé au dialogue avec la Banque durant trois ans et demi, au sein du groupe de travail des ONG, je veux présenter ma démission au groupe, car il m'est apparu clairement qu'il n'y a pas d'espace pour humaniser la Banque ". Tout en respectant la position des membres des ONG qui " pensent que le dialogue avec la Banque est une bonne manière de changer le comportement de cette institution ", Pierre Galand estimait bien plus efficace de construire des regroupements sociaux et mener un combat pour la transformation des institutions de Bretton Woods

La fondation d'un nouveau pouvoir

" La force de ceux qui se réunissent à Davos (cette année à New York) gît dans le fait qu'ils possèdent le pouvoir économique et la principale influence politique, tandis que le Forum social mondial de Porto Alegre ne dispose pas de forces réelles capables d'influencer directement les politiques mondiales. Cela pose évidemment tout le problème d'une expression politique du



attac

mouvement, certes pas sous la forme d'un parti politique international unique, mais sous celle de convergences. C'est un défi à long terme que le soudain intérêt de nombreuses familles politiques vis-à-vis du Forum social mondial ne rend pas illusoire " .

Cette réflexion de François Houtart, un des membres du comité organisateur du FSM, cerne bien le débat en cours sur les rapports, les relations – différenciation, indépendance et complémentarité - entre les mouvements sociaux et la représentation politique. Elle attire l'attention sur la convergence des mouvements et des forces sociales et politiques à travers lesquelles s'expriment les victimes du capitalisme néo-libéral mondialisé. Elle pose finalement la question du nécessaire prolongement, sur le terrain politique, des aspirations et des revendications des mouvements sociaux qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital, ou, en d'autres termes, d'une expression politique de ces mouvements sociaux à travers la construction d'une gauche alternative.

Le Forum parlementaire mondial (FPM), qui s'est réuni pour la deuxième fois, cette année à Porto Alegre, en parallèle avec le Forum social mondial, se situe déjà en quelque sorte dans cette articulation dynamique avec le FSM dont les alternatives "s'opposent à un processus de globalisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et par les gouvernements et institutions internationales au service des intérêts de celles-ci " (charte des principes du FSM)

" Il est de notre rôle de parlementaires d'agir pour assurer la plus grande transparence et un large débat public associant la société civile, pour tout ce qui touche la négociation et la ratification des accords internationaux ", pouvait-on déjà lire dans la déclaration finale du premier Forum parlementaire mondial, en 2001. " Il est de notre rôle de parlementaires de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique et environnementale, qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néo-libéral. Il est de notre rôle d'agir dans la durée avec ces organisations pour que leurs combats trouvent véritablement une traduction législative " .

Démocratie participative

" La décision, c'est de l'ordre du " politique ", qui est investi, représentatif et élu. Je ne reconnais pas à la société civile le droit de prendre des décisions. Seulement celui de participer à

l'information avant la décision ". Cette déclaration faite au journal le Monde, par le ministre belge des Affaires Etrangères, Louis Michel, a au moins le mérite de provoquer le débat sur l'articulation entre la démocratie " représentative " et la démocratie " participative " et, au-delà, sur l'interaction entre " la société civile " et " le politique " .

La démocratie représentative, que nous connaissons en Europe et dans tous les pays capitalistes développés, se base surtout sur le processus électoral: une fois tous les 4,5 ou 6 ans, les citoyens délèguent leur " pouvoir " à des politiciens professionnels - et leurs administrations -, qui, une fois élus, échappent en grande partie au contrôle citoyen direct. Qui plus est, à l'ère de la mondialisation néo-libérale, le pouvoir de décision se concentre dans les mains d'institutions politiques internationales (G7, Commission européenne, FMI, Banque mondiale, OMC...), qui échappent en grande partie au contrôle démocratique, tout en étant sous la vigilante pression des grands groupes industriels et financiers. Pouvoir économique et financier qui, fort de son impunité, impose ses impératifs de profit et de régression sociale avant toute considération sociale, écologique, humaine.

Dans ce contexte, le combat pour la démocratie participative et directe devient un axe de résistance à la mondialisation excluante et un processus de réappropriation radicale de la politique par les citoyens

C'est précisément d'un pays du Sud, le Brésil, que nous vient un exemple de démocratie participative, qui a aujourd'hui un retentissement mondial. Il s'agit de l'expérience de " budget participatif ", lancé, en 1989 par le Parti des Travailleurs (PT), dans la ville de Porto Alegre. "L'expérience de démocratie participative à Porto Alegre ne se contente pas de développer une forme de participation populaire, ni simplement 'd'huiler' les mécanismes de la démocratie formelle ", rappelle l'actuel maire de Porto Alegre, Tarso Genro. " Elle va beaucoup plus loin, elle apporte une véritable réponse à ce défi de renouvellement de la démocratisation et de l'action politique, en créant un nouvel espace public où se côtoient et se rencontrent les simples citoyens, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, et c'est cet espace public qui devient le véritable centre de décision " .

Ainsi donc, depuis treize ans, la population de Porto Alegre, capitale de l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, vit l'expérience réussie du budget participatif. Chaque année, un pourcentage de



attac

plus en plus grand, des habitants de cette ville de un million trois cents mille habitants, participe aux assemblées populaires de quartiers et aux assemblées thématiques. Avec l'aide de leurs délégués élus (mandat de un an renouvelable une seule fois) et révocables au sein du Forum des délégués et du Conseil du budget, ils décident eux-mêmes les priorités d'investissement municipal et les sommes à y consacrer.

C'est au terme de ce processus participatif que le conseil communal ratifie le budget, élaboré et voté dans les assemblées successives (à l'exception toutefois des dépenses incompressibles).

En auto-limitant leur pouvoir, en cantonnant les experts dans leur fonction d'assistance et les fonctionnaires dans leur fonction de service, les mandataires communaux et la mairie de Porto Alegre ne démissionnent pas de leurs responsabilités politiques. Au contraire, ils font preuve d'un sens aigu de leurs responsabilités. Ils permettent à la population de prendre son sort en main, de développer sa créativité et de s'approprier son service public.

Si ce système de démocratie participative a été mis en place à Porto Alegre et étendu à l'Etat de Rio Grande do Sul, c'est parce qu'une force politique, le PT, l'a impulsé et soutenu, c'est parce qu'une force de gauche radicale a inscrit à

son programme la lutte contre la bureaucratie et la corruption, y compris dans ses propres rangs.

Il n'y a aucune raison qu'une forme de démocratie directe, ayant fait ses preuves dans un pays dit du tiers monde, ne puisse marcher dans des pays industriels avancés. Au contraire, les moyens financiers, techniques et humains sont bien plus importants ici que là. Déjà se multiplient les effets d'annonce pour ce type d'expérience. Mais il y a participation et participation.

Se revendiquer de la démocratie participative de Porto Alegre, ce n'est pas se cantonner dans des pratiques de simple consultation ou de concertation plus ou moins paternalistes, sur des thèmes plus ou moins mineurs, sans emprise sur les vrais enjeux quotidiens.

Comme à Porto Alegre, le budget participatif doit être un instrument de mobilisation, de conscientisation de la population, de démocratie directe, de contestation des mécanismes producteurs d'inégalité sociale, dans une perspective d'un véritable changement sociétaire. Démarche qui débouche – Porto Alegre en est un exemple- sur l'amélioration immédiate des conditions d'existence du plus grands nombre.

Denis Horman
Contact pour cet article. liege@attac.be

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 13

AUSTRIA : Wien - Salzburg
BELGIE BELGIQUE : Arlon
FRANCE: La Courneuve – Noisiel – Montmorillon

-- Samedi 14

AUSTRIA : Salzburg
DETUSCHLAND: Koln
FINLAND: Turku
FRANCE: Ganges – Dieppe – Rozieres sur Crise – La Courneuve – Arles – Beziers – Paris 20
NORGE : Bergen

-- Dimanche 15

AUSTRIA : Salzburg
FRANCE: Baulon – Aix en Provence – Dieppe – La Courneuve - Poitiers

-- Lundi 16

AUSTRIA : Salzburg - Wien
FRANCE: Rennes – Chateaubriant – Rouen – Beziers – Marseille - Vierzon

-- Mardi 17



attac

AUSTRIA : Wien
BRITAIN: London
FRANCE: Foix – St Nazaire – Montpellier - Beziers
NORGE: Gamle Oslo
SUISSE SCHWEIZ: Lausanne
SVERIGE: Uppsala

(*) cooditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.